

Le peuple chilien se réveille

Hervi Lara B.

Numéro 806, janvier–février 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/92507ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lara B., H. (2020). Le peuple chilien se réveille. *Relations*, (806), 10–11.

LE PEUPLE CHILIEN SE RÉVEILLE

Ras-le-bol d'un peuple vivant dans l'une des sociétés les plus inégalitaires du monde.

Hervi Lara B.*

L'auteur est coordonnateur national du comité Oscar Romero de Servicio Internacional Cristiano de Solidaridad con los Pueblos de América Latina (SICSAL) au Chili

La hausse du prix du billet de métro de 30 pesos, soit 0,04 \$US, a été la goutte qui a fait déborder le vase. Au cours de la semaine du 14 octobre 2019, les élèves du secondaire sont sortis dans la rue pour dénoncer cette hausse. La répression des autorités chiliennes a été rapide et féroce, mais les manifestations n'ont fait que prendre de l'ampleur, se faisant porteuses de multiples demandes systématiquement rejetées non seulement par le gouvernement Piñera, mais aussi par tous les autres gouvernements post-dictatoriaux depuis 1990.

Une grande partie de la société chilienne se rebelle contre un modèle économique néolibéral générateur d'énormes inégalités sociales, enrichissant une infime minorité et appauvrissant les autres. Elle remet en question la privatisation des services d'eau potable, des systèmes de pension et de santé, la destruction de l'éducation publique, la dénationalisation des ressources naturelles, les abus du système financier, la corruption institutionnelle, les salaires de misère, l'exploitation des travailleurs et des travailleuses, etc. À cela, le gouvernement du milliardaire président de la République, Sebastián Piñera, n'a su répondre que par «le Chili est en guerre», décrétant l'état d'urgence et le couvre-feu. De voir l'armée et la police occuper les rues, survoler en hélicoptère les villes, commettre des arrestations arbitraires, des viols, des assassinats, a fait ressurgir le spectre de la dictature militaire de Pinochet (1973-1989), de triste mémoire. Mais la répression n'a pas empêché les marches populaires de s'amplifier; le 25 octobre dernier, elles



Graffitis disant «Piñera dehors!» et «Que le pouvoir tombe!», Santiago, 25 octobre 2019. Photo: Jaime Troncoso

ont rassemblé plus de trois millions de personnes dans tout le pays.

Que nous révèle cette révolte sinon la détermination populaire de mettre fin à l'héritage du régime militaire qui cadennasse la société chilienne au moyen de la Constitution de 1980, promulguée par la dictature, et toujours en vigueur?

Le coup d'État du 11 septembre 1973 avait marqué le début d'une contre-révolution basée sur la terreur et sur les politiques économiques néolibérales, inspirées de l'École de Chicago de Milton Friedman. Le «traitement de choc» des militaires allait de pair avec celui des *Chicago Boys* qui ont converti le Chili en une «société de propriétaires», entraînant la privatisation des services publics, la dérèglementation et la réduction drastique des dépenses sociales. C'est ainsi que sous la terreur, une élite s'est enrichie rapidement aux dépens de la population, grâce à l'État policier et à la «guerre totale» menée par les grandes entreprises contre les travailleurs. Cela donna lieu au fameux «miracle» économique chilien, caractérisé entre autres par une concentration extrême des richesses entre les mains de quelques-uns, l'exclusion d'une grande partie de la population, un népotisme et une corruption sans retenue.

Si la fin de la dictature a signifié la fin de l'autoritarisme politique, elle n'a guère changé le paysage social et économique du pays. Les accords secrets

conclus entre les partis politiques opposés au régime Pinochet, les grandes entreprises et les forces armées n'ont fait que démocratiser la dictature et entretenir une société atomisée, dépolitisée et corrompue. L'État continua à se détourner du bien commun, se contentant d'être un gestionnaire de programmes publics de mauvaise qualité (éducation, santé, retraite, habitation, travaux publics, transport), laissant les services de

Marche pour «la victoire du monde»

Le 2 octobre dernier – date du 150^e anniversaire de la naissance de Mohandas Karamchand Gandhi – marquait l'amorce de la marche mondiale Jai Jagat, «la victoire du monde». Cette marche de 1400 km pour la justice et la paix, lancée à New Delhi, se rendra à Genève après avoir traversé dix pays, durant 365 jours. On prévoit que près de 10 000 marcheuses et marcheurs participeront à cet événement. Porteur du désir concret de changements radicaux, Jai Jagat se veut un symbole fort visant la prise en charge urgente des problèmes de la pauvreté, de l'exclusion sociale et de la justice climatique, en misant sur la résolution non-violente des conflits. La marche promeut l'atteinte des 17 objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 des Nations unies, approuvés en 2015 par l'ensemble des États membres. Voir : <jaijagat2020.org>.

qualité aux mains du secteur privé qui facture le gros prix. Le « miracle » dont le gouvernement chilien est fier et qui suscite l'admiration des membres de l'OCDE, c'est qu'il est parmi les dix pays les plus inégalitaires du monde.

Après 30 ans de « démocratie », le peuple a donc perdu patience. Les exclus du système se sont rendus « visibles », à travers le pillage de biens publics et de lieux économiques symbolisant cette privatisation de la société, qui aboutit à une violence d'État aveugle et occulte, préservant l'impunité de ceux qui l'exercent.

Le slogan « Le peuple se réveille » parle d'une rivière, hier contenue par une digue, qui irrigue de nouveau une terre asséchée. L'irruption populaire la plus étendue de l'histoire du pays remet radicalement en question la légitimité du modèle néolibéral. Elle a laissé des dizaines de morts, des milliers de blessés et de nombreuses personnes détenues arbitrairement, agressées, violées. Cela exige une refondation de la politique et des relations sociales qui ne pourra s'accomplir qu'au moyen d'une assemblée constituante, qui œuvre à une nouvelle Constitution, cette fois, démocratique et apte à assumer la mémoire historique, à mettre fin à l'appropriation privée des biens publics et à reconstruire un système politique ouvert à la participation citoyenne.

Le délai pour le faire est court, l'élite au pouvoir cherchant à adopter des lois populistes pour faire baisser la tension, assurer la stabilité du pouvoir et préserver ses privilèges et les intérêts



ESPOIR

De la détresse à l'espoir

Onze mois après le déménagement du refuge La Porte ouverte (Open Door), qui était très important pour les personnes itinérantes autochtones du secteur du square Cabot (coin Atwater et Sainte-Catherine) à Montréal, un nouveau projet a été lancé : Résilience Montréal. Porté par Nakuset, directrice générale du Foyer pour femmes autochtones de Montréal, ce centre de jour, ouvert à la mi-novembre, fournit nourriture, abri, confort et soutien à cette population. Son personnel est formé en santé mentale, en violences sexuelles et en toxicomanie.

Résilience Montréal est porteur d'espoir pour ces Autochtones – en particulier les femmes – contraints de s'exiler en ville en raison de conditions de vie difficiles dans le Nord. Ils se rassemblent dans ce secteur

à leur arrivée à Montréal. La Porte ouverte leur offrait un foyer de socialisation, un lieu de repos et de protection, mais aussi les ressources pour porter plainte en cas d'abus policier ou d'agression sexuelle. Sa perte a eu des conséquences importantes : augmentation de la violence et du désespoir chez ces sans-abri, mort de quatorze personnes depuis l'hiver dernier. Ces drames auraient pu être évités si on avait entendu le cri d'alarme lancé depuis des mois par les travailleurs sociaux du secteur. De nouveaux investissements du gouvernement du Québec et de la Ville de Montréal permettront maintenant de sortir, espérons-le, d'une grave crise.

(Source : Radio-Canada).

des multinationales. La pression légitime du peuple, que le gouvernement cherchera encore à réprimer, doit être protégée par les instances juridiques internationales. Comme l'a affirmé le juge espagnol Baltasar Garzón – qui avait en 1998 ordonné l'arrestation de Pinochet à Londres – dans une lettre adressée récemment à Sebastián Piñera:

« La communauté internationale est attentive et vigilante, et ne permettra pas que les horreurs du passé se répètent au Chili. »

* Traduit de l'espagnol par Jean-Claude Ravet.

spiritualitésanté

LA RÉFÉRENCE

sur les questions qui évoluent à l'intersection des champs de la spiritualité et de la santé

www.cssante.ca | 418 682-7939

Prix : 22 \$/un an (3 numéros) Prix : 39 \$/deux ans (6 numéros)

